

Fiche d'activité n°3 : Identification des acteurs et des relations qu'ils entretiennent entre-eux

Compétences exercées :

C 1 « Traiter les information » :

- Identifier des information dans un texte long de la presse quotidienne.

C 3 « Mobiliser les savoirs » :

- ONU

1. A l'aide des articles de presse « Qui est Kim Jong-Un ? Et que veut-il » et « Le monde désarmé face à Kim Jong-Un » dresser une liste des acteurs directs et indirects du conflit.

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

2. Identifiez les liens que ces acteurs entretiennent entres-eux à l'aide d'un tableau croisé et d'un schéma fléché. Indiquez la nature des relations entre ces acteurs dans les cases appropriées.

(Utilisez une feuille de bloc pour construire votre tableau)

3. Quelles relations tous ces acteurs entretiennent-ils au sein de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ?

Quelques éléments à retenir :

1. Qu'est-ce que l'ONU et que est sont rôle ?

.....
.....

2. Quels sont les trois leviers d'actions dont dispose l'ONU pour réaliser cet objectif ?

1.
2.
3.

3. Quel est le rôle du Conseil de Sécurité ?

.....
.....
.....
.....

4. Qui compose le conseil de sécurité ?

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

5. Qu'est-ce que le droit de Veto et qui en dispose au Conseil de Sécurité ?

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Le monde désarmé face à Kim Jong-Un



Cette photo officielle, diffusée dimanche, montre Kim Jong-Un inspectant, en un lieu et à une date non précisés, un engin qui pourrait être une bombe H miniaturisée.

Corée du Nord

- La communauté internationale ne sait comment contenir Pyongyang.
- Trump lance des menaces en l'air et l'Onu étudie de nouvelles sanctions.
- Les regards sont tournés vers Pékin dont dépend largement la solution.

Rendez-vous le 11 septembre

Les Etats-Unis ont annoncé lundi négocier à l'Onu une nouvelle résolution de sanctions contre la Corée du Nord qu'ils veulent voir approuver le 11 septembre. La décision a été prise lors d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité, à New York, au cours de laquelle Pékin et Moscou ont prôné le "dialogue". La France et la Grande-Bretagne, autres membres permanents du Conseil, ainsi que le Japon, membre non permanent, ont aussi affirmé être favorables à de nouvelles sanctions, au lendemain d'un sixième essai nucléaire nord-coréen.

La Chine va-t-elle se résoudre à couper le cordon ombilical ?

Analyse Philippe Paquet

Au lendemain d'un sixième essai nucléaire et à l'approche, selon toute vraisemblance, d'un nouveau tir de missile, Chinois et Américains sont pareillement confrontés à la même question : que faire pour arrêter Kim Jong-Un et éteindre la poudrière nord-coréenne ? Pour les premiers, la Corée du Nord est théoriquement un allié privilégié ; pour les seconds, c'est a priori un ennemi irréductible. Mais, paradoxalement, pour les uns comme pour les autres, le problème semble tout aussi insoluble.

Les experts assurent volontiers qu'on ne peut sortir de l'impasse qu'en amenant Pyongyang à la table de négociations. C'est oublier qu'il n'y a peut-être rien à négocier. Contrairement à l'Iran qui, sincèrement ou non, n'a jamais fait valoir que son droit à un usage civil de l'énergie nucléaire, la Corée du Nord revendique, elle, la possession de l'arme atomique, en la jugeant indispensable à sa sécurité. A supposer qu'elle puisse trouver certains apaisements dans la conclusion d'un traité de paix (aucun n'a été signé depuis la fin de la guerre de Corée), que garantiraient les puissances régionales (Chine, Russie, Japon, Etats-Unis), la Corée du Nord resterait entourée par des puissances nucléaires – et encline à penser qu'un bout de parchemin ne fait pas le poids face à une arme de destruction massive, a fortiori dans une partie du monde où les grands empires n'ont cessé de s'affronter.

On peut donc craindre que Pyongyang ne renonce jamais à son ambition nucléaire – ce que tend à confirmer la stérilité des négociations conduites dans les années 1990 à l'initiative de Séoul, puis des "pourparlers

à six" organisés dans les années 2000 sous l'égide de Pékin. Un éventuel succès diplomatique ne pourrait donc offrir au mieux qu'un répit. A défaut de convaincre, il faudrait donc contraindre, mais comment ?

Les sanctions, encore et toujours

Une intervention militaire semble exclue – du moins tant que Kim Jong-Un ne commet pas l'imprudance d'attaquer concrètement les Etats-Unis ou leurs alliés (un missile sur Guam signifierait sans aucun doute la fin de son régime) : la crainte est moins, à ce stade, le déclenchement d'un conflit atomique qu'une offensive conventionnelle menée en représailles contre la Corée du Sud. Il ne reste par conséquent que l'option des sanctions économiques et financières, quand bien même le Conseil de sécurité de l'Onu, en imposant sept lots successifs depuis 2006 et le premier essai nucléaire nord-coréen, n'a réussi jusqu'ici qu'à radicaliser un peu plus Pyongyang.

Dans l'application des sanctions, la Chine joue un rôle crucial. C'est elle qui fournit à la Corée du Nord presque tout ce dont elle a besoin (carburant, produits alimentaires, biens de consommation, etc.), et c'est vers elle que partent les neuf dixièmes des exportations nord-coréennes, lesquelles rapportent encore au régime de Kim Jong-Un plusieurs milliards de dollars par an – de quoi financer ses programmes militaires. Le dernier train de sanctions (résolution 2371, adoptée à l'unanimité, le 5 août), en interdisant no-

tamment les exportations de charbon et de minerai de fer, va certainement porter un coup dur à l'économie nord-coréenne, mais il ne devrait pas être décisif.

L'impossible embargo pétrolier

Décréter un embargo pétrolier pourrait, en revanche, mettre Pyongyang à genoux, et c'est certainement la raison pour laquelle Pékin s'est refusé à faire le pas. La Chine ne veut pas d'une Corée du Nord devenue puissance nucléaire, certes, mais elle veut encore moins d'un effondrement du régime et d'une réunification coréenne qui se ferait aux conditions de Séoul et sous la tutelle de Washington. La direction chinoise ne cesse donc de reporter à plus tard les décisions susceptibles de changer la donne, préférant entretenir un statu quo qui en est de moins en moins un compte tenu des progrès spectaculaires – et beaucoup plus rapides que prévu – des Nord-Coréens en matière nucléaire et balistique.

A six semaines d'un congrès du parti communiste crucial pour lui, Xi Jinping ne souhaite plus faire aveu de faiblesse.

Cette paralysie autorise Kim Jong-Un à se moquer ouvertement du président chinois – il a fait exploser sa dernière bombe, dimanche, alors que celui-ci accueillait ses collègues russe, indien, brésilien et sud-africain pour un sommet hautement médiatisé des "Brics". Cependant, à six semaines d'un congrès du parti communiste crucial pour lui, Xi Jinping ne souhaite plus faire aveu de faiblesse et pourrait se lasser des affronts nord-coréens. Ce qui pourrait ouvrir la voie à une solution plus radicale du problème nord-coréen.

La complexité de la crise est un défi pour le président américain

Le Conseil de sécurité des Nations unies s'est réuni lundi à New York pour déplorer, une fois de plus, la poursuite par la Corée du Nord de son programme nucléaire clandestin. A la demande de plusieurs pays dont les Etats-Unis, la Corée du Sud et le Japon, il devrait exprimer sa frustration dans une nouvelle résolution et plancher sur un huitième train de sanctions.

Depuis un premier essai nucléaire nord-coréen en 2006, le Conseil de sécurité a, en effet, décrété des sanctions de plus en plus dures. Interdiction de vendre à la Corée du Nord des équipements militaires et... des produits de luxe (résolution 1718 en 2006), interdiction de navires susceptibles de contribuer au programme nucléaire (résolution 1874 en 2009), renforcement des sanctions précédentes et restrictions sur les mouvements financiers (résolutions 2087 et 2094 en 2013), embargo sur les exportations de minerais nord-coréens (résolutions 2270

et 2321 en 2016), interdiction des exportations de charbon (résolution 2371 en 2017)...

Hormis un embargo sur les livraisons (principalement chinoises) de pétrole, on voit donc mal comment accroître encore la pression sur un Etat qui est depuis longtemps au ban de la communauté internationale et vit replié sur lui-même.

Donald Trump n'a, pour l'heure, pas tant sanctionné la Corée du Nord que... la Corée du Sud.

Boycotter la Chine ?

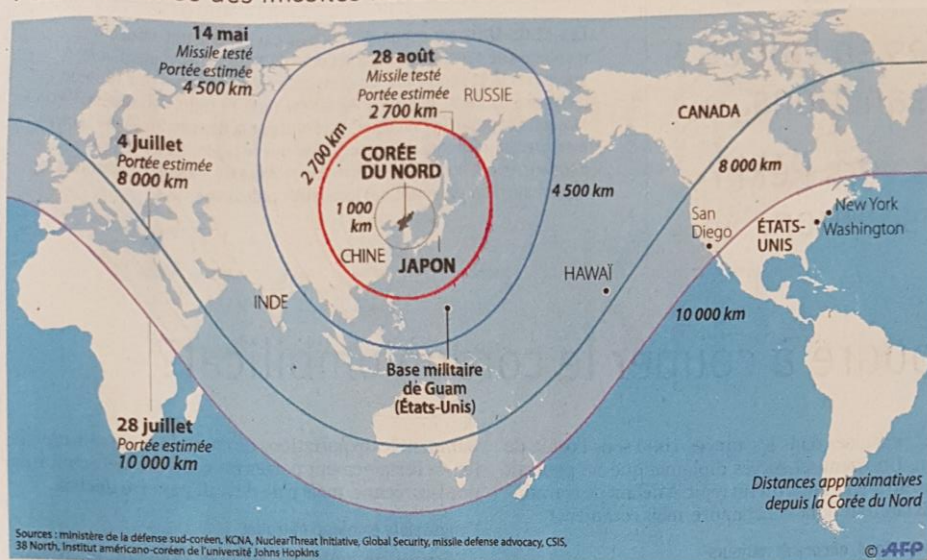
Conscient de la difficulté, Donald Trump est acculé à prôner une riposte qui relève du fantasme, tantôt faisant savoir que les Etats-Unis pourraient utiliser tous les moyens en leur possession, y compris nucléaires, pour briser l'entêtement de Kim Jong-Un, tantôt menaçant (dans un tweet) de cesser toute relation commerciale avec les pays qui "font des affaires" avec la Corée du Nord. On a autant de mal à imaginer un Hiroshima nord-coréen que l'arrêt des échanges entre les Etats-

Unis et la Chine, les deux premières puissances économiques de la planète.

La complexité de la crise nord-coréenne s'accommoderait mal de la pensée simpliste du locataire de la Maison-Blanche. Aussi ne sera-t-on guère surpris d'apprendre que, pour l'heure, le président américain n'a pas tant sanctionné la Corée du Nord que... la Corée du Sud, avec qui il dit ainsi vouloir révoquer l'accord de libre-échange de 2011, pierre angulaire de l'alliance entre les deux pays ! Le président sud-coréen Moon Jae-In a dû attendre lundi pour recevoir un coup de fil de Donald Trump (qui, après l'essai nucléaire nord-coréen, a préféré appeler le Premier ministre japonais, Shinzo Abe). Il aura patienté en lisant ses tweets ; dans l'un d'eux, Trump ironisait dimanche sur la faiblesse des dirigeants sud-coréens et la vanité de leur prétendue politique d'apaisement à l'égard de Pyongyang.

En pourrissant à ce point les relations entre Washington et l'un de ses principaux alliés dans la région, Kim Jong-Un a déjà marqué un point.

Ph. P.



Rien ne semble pouvoir arrêter un missile intercontinental nord-coréen

Aucun pays ni puissance militaire n'est en mesure d'empêcher la Corée du Nord de frapper une cible avec l'un de ses missiles intercontinentaux. Telle est l'analyse des experts après la série d'essais menés par Pyongyang.

"En l'état actuel", tranche Bruno Hellendorff, chercheur au GRIP, où il dirige le programme Asie-Pacifique, "il n'y a pas de technologie pour stopper un missile intercontinental nord-coréen".

Les États-Unis ont accepté de renforcer, avec quatre nouveaux lanceurs, leur bouclier antimissile Thaad en Corée du Sud, mais l'efficacité de ces missiles de défense n'est pas parfaite.

Thaad (Terminal High-Altitude Area Defense) est un système de défense américain, mis en service en 2008 et conçu à l'origine pour déjouer les tirs de Scuds, mais pas les missiles balistiques. Il agit par force cinétique et cherche à entrer en collision avec les missiles dans leur phase descendante.

Or, souligne le chercheur belge, les missiles intercontinentaux rentrent à très grande vitesse dans l'atmosphère terrestre, ce qui rend leur interception très difficile.

Trois fois la bombe d'Hiroshima

La Corée du Nord mène des tests de missiles depuis les années 1980 et a réalisé son premier essai nucléaire souterrain en 2006, mais ces derniers mois, les choses se sont subitement accélérées. Le sixième essai nucléaire effectué dimanche a été si puissant qu'il a provoqué un séisme de magnitude 6,3 sur l'échelle de Richter et probablement aussi un effondrement de galeries où le régime stocke son arsenal.

Pyongyang affirme avoir testé dimanche une bombe H, à hydrogène, plus puissante que les bombes à fission nucléaire, dites bombes atomiques ou bombes A, que les États-Unis ont larguées sur Hiroshima et Nagasaki en 1945. Séoul estime à 50 kilotonnes la puissance de la bombe testée dimanche, soit trois fois celle qui a fait 140 000 morts à Hiroshima.

Parallèlement, la Corée du Nord a démontré sa technologie de mieux en mieux maîtrisée des missi-

les. "Au niveau balistique, depuis la mi-juillet, on a une montée en gamme remarquable et dangereuse", explique Bruno Hellendorff.

Jusqu'à l'été, le régime communiste avait testé des missiles de type Hwasong-12. Quatre sur cinq avaient explosé en vol, ce qui laissait des doutes sur la technologie nord-coréenne. Mais, les 4 et 28 juillet, Pyongyang a procédé à deux essais d'un missile d'une nouvelle génération, le Hwasong-14, un véritable missile intercontinental (ICBM).

Ils auraient atteint une altitude maximale de 2 720 kilomètres pour l'un et de 3 725 kilomètres pour l'autre. Les tirs ont été effectués quasi à la verticale, "en cloche" pour éviter qu'ils ne survolent le Japon. Mais si le régime avait choisi un angle moins vertical, ils auraient aisément pu atteindre la côte Ouest américaine.

On ignore comment les ingénieurs nord-coréens ont pu acquérir si rapidement la technologie des moteurs de fusées. Certains estiment que cette technologie a été affinée en interne, mais d'autres sont convaincus que celle-ci a été achetée sur le marché noir de l'ex-URSS. Michael Elleman, un expert de l'International Institute for Strategic Studies (IISS) de Londres, a mis en cause la société ukrainienne Yuzhmash, basée à Dnipro, en déclin ces dernières années après avoir perdu ses contrats russes. Celle-ci a démenti.

Un régime fermé et beaucoup d'inconnues

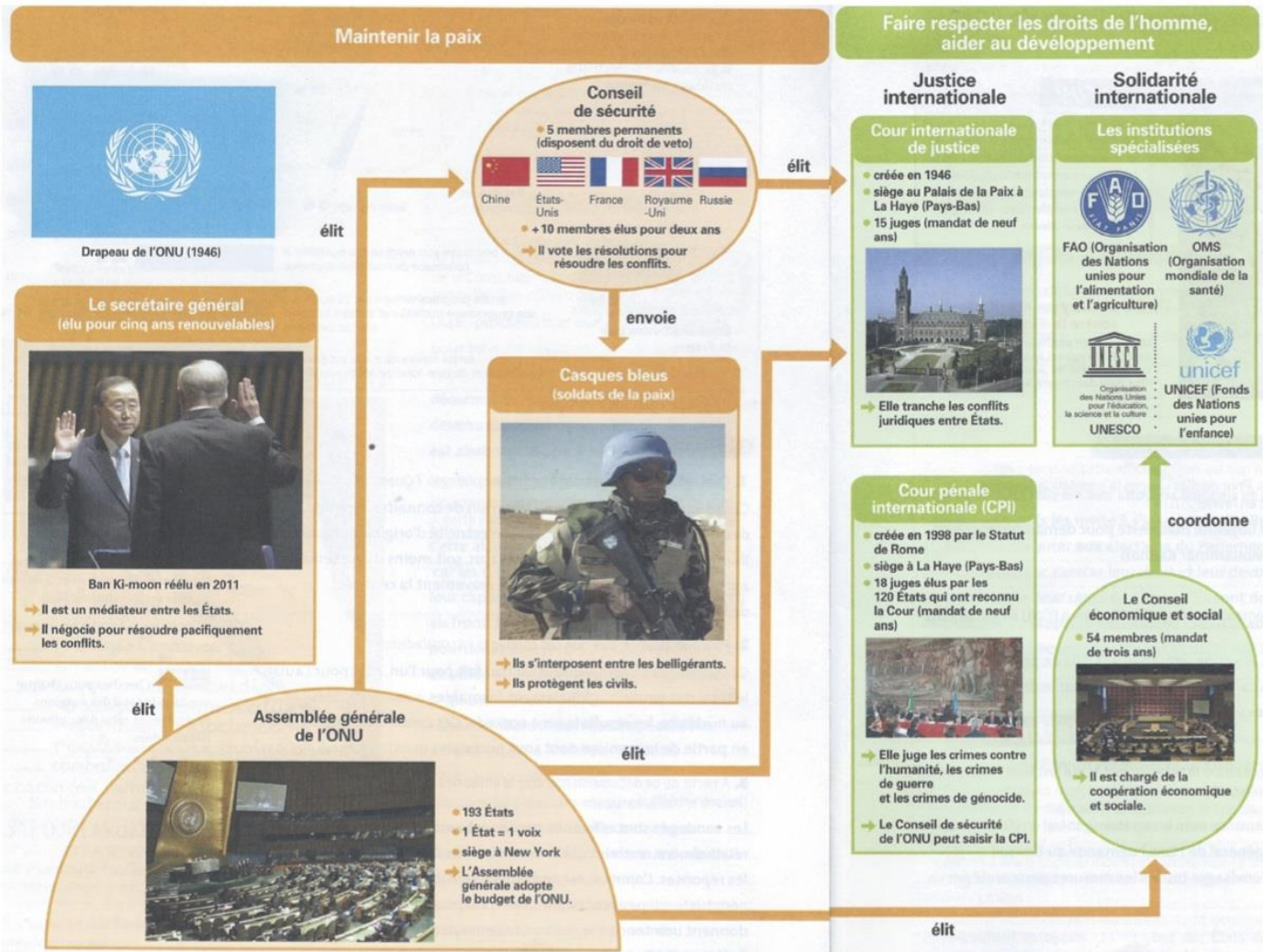
La Corée du Nord a donc en mains la puissance nucléaire et les missiles intercontinentaux, mais peut-elle aller jusqu'au bout ? Le ministre sud-coréen de la Défense estime que Pyongyang a réussi à miniaturiser l'arme nucléaire pour la mettre sur un missile.

Vu l'opacité du régime de Kim Jong-Un, de nombreuses questions subsistent : comment la tête de l'ogive nord-coréenne résistera-t-elle lors de l'entrée dans l'atmosphère terrestre ? Quel carburant utilisent-ils ? De quels stocks d'ogives, d'uranium ou de plutonium disposent-ils ? Enfin et surtout, pourquoi le régime cherche-t-il à démontrer ses capacités nucléaires ?

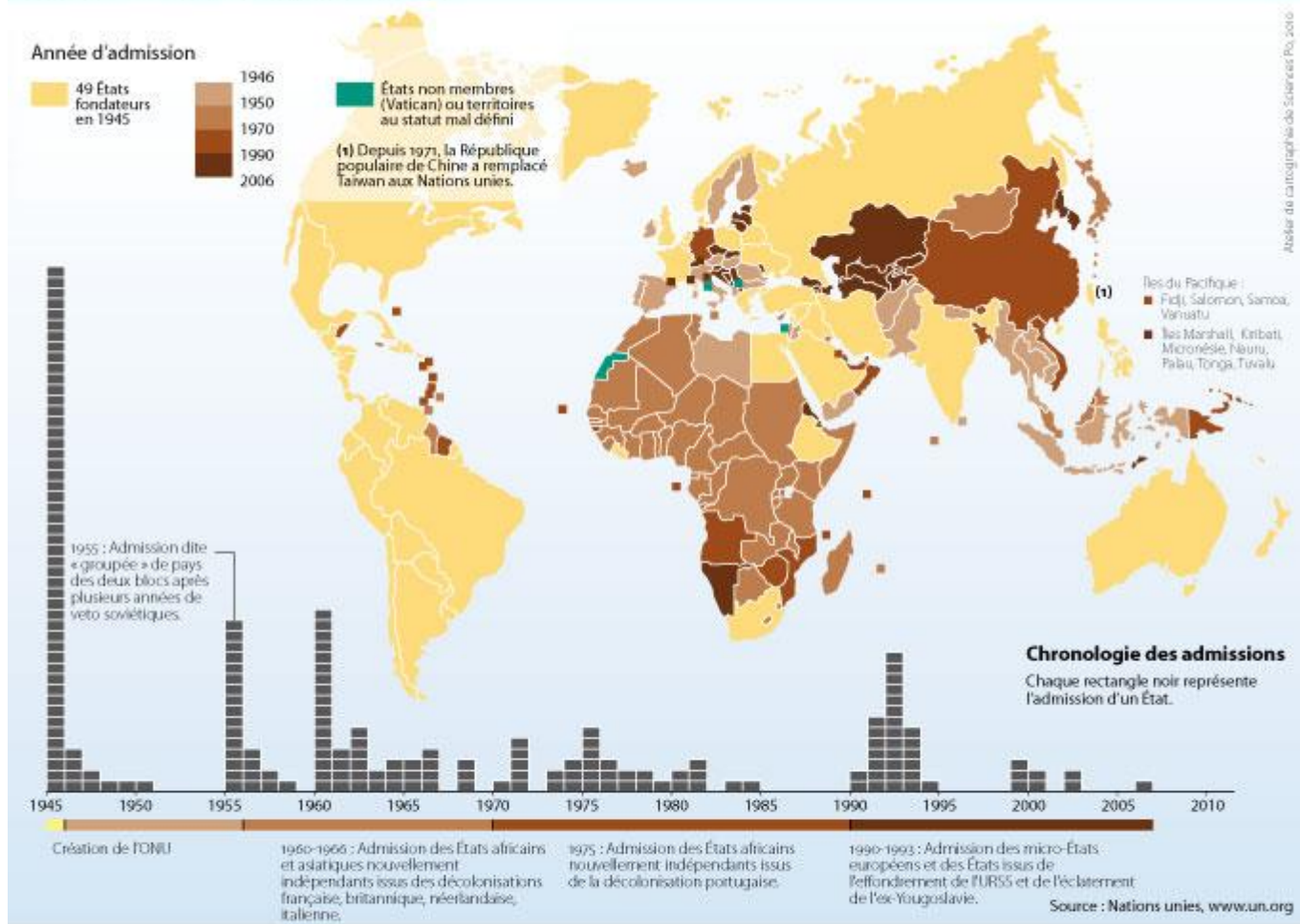
Ch. Ly.

L'Organisation des Nations Unies (ONU)

www.un.org



Admissions à l'ONU, 1945-2010



Liste des membres permanents du Conseil de Sécurité disposants du droit de Veto :

- USA
- Royaume Uni
- France
- Chine
- Russie

Les membres non permanents du Conseil de Sécurité en 2017 (ne disposant pas du droit de Veto) :

- Bolivie (2018)
- Egypte (2017)
- Ethiopie (2018)
- Italie (2017)
- Japon (2017)
- Kazakhstan (2018)
- Sénégal (2017)
- Suède (2018)
- Ukraine (2017)
- Uruguay (2017)